

Editorial

La parution de ce centième numéro de la revue *Ethica Clinica* est l'occasion de s'arrêter un instant, de prendre un peu de hauteur, et du haut de ces 25 années d'édition écoulées, de regarder le chemin parcouru.

Durant cette période, le paysage de la santé s'est considérablement modifié, et ce dans tous les secteurs, comme en témoignent les articles qui composent ce numéro. En un quart de siècle, de nouvelles lois sont apparues comme celles sur l'IVG, les PMA, les droits des patients, l'euthanasie, les comités d'éthique, etc. Il y a un point commun à ces différentes législations : elles consacrent un droit qu'on pourrait qualifier de « formel ». Par « formel », on entend un droit qui se défend de proposer un « contenu », c'est-à-dire une conception de la vie bonne ou de l'existence humaine, et qui, au lieu de cela, se contente de fixer comment faire ce que l'on veut faire. La loi ne dit plus en effet qu'il est bien ou mal de demander et donc de pratiquer une IVG, une euthanasie ou une PMA, elle dit seulement quelle démarche suivre si quelqu'un veut recourir à de telles pratiques. Auparavant, obéir à la loi, c'était de gré ou de force accomplir un idéal humain imposé. Aujourd'hui, obéir à la loi, c'est, peu importe ce que l'on fait, veiller à ne pas être pris en défaut au niveau du respect des procédures prévues. Ce glissement d'un droit qu'on pourrait qualifier de « moral », vers un droit « procédurié » semble suivre l'évolution des mœurs vers un individualisme de plus en plus affirmé : depuis les années 1970, chacun revendique la liberté de vivre comme il le souhaite. Mais cette évolution accélère en même temps le déclin de toutes les institutions – en ce y compris l'institution médicale – qui, autrefois, faisaient autorité. Aujourd'hui, on les accuse d'avoir été paternalistes : plus aucune n'est désormais habilitée à dicter notre conduite.

Mais l'évolution des lois qui encadrent le monde de la santé semble encore répondre à une autre évolution : l'emballement d'un ultra-libéralisme qui va de pair avec une dévalorisation des services à la société jugés trop coûteux, ce qui se traduit concrètement par leur sous financement chronique. La crise de la Covid dévoile l'absurdité d'une telle politique. Sous couvert d'économie et de rigueur, nous nous retrouvons à présent plus gravement endettés que jamais. Les réglementations qui favorisent la désinstitutionnalisation des malades en santé mentale, qui raccourcissent les durées de séjour, qui restructurent le paysage hospitalier ont comme motivation (première ?) le choix politique de réduire la voilure de ce que l'on appelle la Sécurité Sociale propre à l'Etat Providence.

Dans un tel contexte, les débats éthiques sont devenus de plus en plus nécessaires. Lorsque les autorités s'abstiennent de donner du sens, ou lorsque la collectivité leur refuse ce pouvoir, il faut bien que les acteurs du terrain re-

prennent à leur compte cette question. S'ils ne le font pas, alors ils se laissent dicter leurs gestes et même leurs pensées par les capacités techniques existantes et les moyens disponibles : si une intervention est possible, on l'entreprend sans trop d'état d'âme. La question de savoir ce qui est juste, ce qui fait sens disparaît derrière la question de ce qui est possible ou pas, et quand une hésitation subsiste, de ce qui est légalement permis ou pas. Si c'est possible, c'est bien. Si c'est légal, c'est encore mieux. Et l'on aura le sentiment du devoir accompli. On eut vu autrefois dans cette posture, une forme de servitude volontaire.

Pour ceux qui entendent résister et prendre leur métier en main, pour ceux qui ont besoin non seulement de sens, mais aussi de justesse, l'éthique est devenue de plus en plus incontournable. Mais le contexte a changé la nature de ces débats : il ne s'agit plus, en effet, de savoir comment respecter un bien défini à l'avance, ni même de prétendre chercher *Le bien* dans telle situation périlleuse. On se contente modestement d'inventer la meilleure solution possible pour les personnes impliquées, tout en admettant que d'autres dans la même situation puissent agir autrement.

Depuis sa fondation voici 25 ans, la revue *Ethica Clinica* s'est toujours voulu une revue pluraliste qui offre aux professionnels du soin une plateforme pour réfléchir et discuter leur métier. Le pari de la Fédération des institutions hospitalières (FIH) à l'époque, devenue Unessa aujourd'hui, a été le suivant : c'est en débattant des questions qui se posent et en secouant les évidences que la revue peut modestement aider les différents acteurs du soin à se réapproprier leur métier, en lui donnant le sens qu'ils estiment devoir lui donner. La FIH fut probablement la seule, en tant que Fédération patronale, à avoir eu l'audace de lancer une revue qui ne soit pas au service d'une idéologie, mais qui au contraire offre un véritable lieu de réflexion, d'échange d'idées et d'arguments. Lorsque des controverses existent, la politique éditoriale a toujours consisté à donner la parole aux acteurs qui acceptent d'argumenter sérieusement leur point de vue – leurs articles n'engagent d'ailleurs qu'eux-mêmes –, le but étant d'informer les lecteurs sur les controverses du moment afin que chacun se forge sa propre opinion. C'est d'ailleurs pour garantir cette liberté et cette indépendance dans les débats que les responsables de la FIH ont dès le premier numéro refusé d'ouvrir la revue à des financements publicitaires.

25 ans d'existence, pour une revue, c'est un exploit. A fortiori, pour une revue d'éthique. En tant que rédacteur en chef, je profite de l'occasion de cet anniversaire pour remercier ceux sans qui *Ethica Clinica* n'existerait plus depuis longtemps : les responsables d'Unessa tout d'abord, qui soutiennent sans faille le projet depuis ses origines ; ensuite les membres du comité de rédaction qui donnent bénévolement de leur temps – et ils ne comptent pas leurs heures – pour imaginer puis construire patiemment chaque numéro, contacter les auteurs, écrire parfois, et relire les textes ; je ne saurais oublier les membres du comité scientifique qui sont les gardiens de la qualité de chaque numéro ; et enfin, et surtout, tous ceux – après autant d'années et de numéros, ils sont nombreux – qui ont accepté de partager leurs réflexions, leurs savoirs et leur expertise en nous confiant leurs textes. Mais tout ce travail, tout ce temps passé, tous les moyens investis le seraient en pure perte s'il n'y avait pas des lecteurs. Mes derniers remerciements leur sont adressés.

Jean-Michel Longneaux